

SECTION II – ANALYSE CONTEXTUELLE DU PAYS

Objectifs et portée

L'objectif de cette section est de s'assurer que l'évaluation de la MAPS s'appuie sur une meilleure compréhension du contexte dans lequel les institutions de passation des marchés publics et les autres parties prenantes opèrent dans un pays donné. Durant l'évaluation et dans le cadre de l'élaboration de réponses aux conclusions, l'environnement politique et institutionnel peut être pris en considération pour s'assurer que les réformes reflètent véritablement les besoins du pays.

Pour une efficacité optimale, cette macroanalyse doit être brève, reposer sur des informations accessibles et des données existantes et porter sur un nombre restreint de facteurs potentiellement importants pour la réforme de la passation des marchés.

Ces facteurs sont : i) la situation politique, économique et géostratégique du pays ; ii) les liens entre le système de passation des marchés publics et les systèmes de gestion des finances et de gouvernance publiques ; iii) les objectifs politiques nationaux influant sur la passation des marchés publics et iv) le contexte de la réforme de la passation des marchés publics.

L'analyse du contexte fournit un inventaire approfondi des principales parties prenantes qui sont officiellement, ou non, liées aux structures de passation des marchés publics. Ceci permettra de les impliquer dans le cadre de l'évaluation et celui des processus de réforme à venir. Leur participation aide en général à comprendre comment les intérêts, les mesures incitatives, les valeurs et les idées sont déterminés par des règles formelles et informelles. Ceci aidera à l'élaboration et au choix d'actions prioritaires réalisables et dont la mise en œuvre est réaliste.

Les informations d'ordre contextuel recueillies à ce stade peuvent également être utilisées afin de garantir une application ciblée de l'outil MAPS. Par exemple, l'identification des objectifs politiques nationaux et des principaux défis contribue à définir l'étendue de l'évaluation de la MAPS, en particulier aux fins de l'utilisation possible de modules complémentaires.

Structure

L'analyse contextuelle du pays doit être organisée comme suit.⁹

Analyse contextuelle du pays

1. Situation politique, économique et géostratégique du pays :

- i) structures économiques (par exemple : population, niveau du revenu national, ressources à la disposition du gouvernement par rapport à la dette, situation géographique, situation géopolitique, principaux défis pour la croissance et le développement) ;
- ii) structures politiques, nature du système de gouvernance politique (par exemple : type de gouvernement, historique/formes de gouvernement héritées, fédéralisme contre centralisation/rôles du gouvernement national et des gouvernements régionaux, particularités dans l'attribution du pouvoir politique, groupes marginalisés, importance de la criminalité et du secteur informel, éléments de fragilité ou de conflit, niveau de perception de la corruption, etc.¹⁰)
- iii) obligations internationales (par exemple : traités internationaux et régionaux et adhésions, y compris les informations sur des adhésions potentielles/en cours).

2. Le système de passation des marchés publics et ses liens avec les systèmes de gestion des finances et de gouvernance publiques :

- i) nature et étendue de la passation des marchés publics (passation des marchés comme proportion du PIB/des dépenses publiques) ;
- ii) principales institutions, formelles et informelles, et leurs rôles dans l'utilisation du système de passation des marchés, y compris les contrôles ;
- iii) inventaire des principales parties prenantes externes liées officiellement, ou non, aux structures de passation des marchés publics, leurs intérêts et potentiels de participation.

3. Objectifs politiques nationaux et objectifs de développement durable :

- i) initiatives de réforme générale avec l'accent mis sur les questions qui influent sur la passation des marchés publics ;
- ii) objectifs politiques horizontaux.

4. Réforme de la passation des marchés publics :

- i) réforme de la passation des marchés publics par le passé (bref historique /legs historique, enseignements tirés) ;
- ii) priorités, politiques, stratégies et buts/objectifs de la passation des marchés publics et leurs liens avec le secteur public/la gouvernance/les autres réformes associées ;
- iii) mesures incitatives susceptibles d'entraîner des réformes ; défis qui peuvent avoir une incidence sur le succès des réformes.

⁹ Des informations supplémentaires sur la manière d'effectuer des analyses de contexte/d'économie politique figurent dans : PNUD (2012), Analyse institutionnelle et de contexte – Note d'orientation, http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/democratic-governance/oslo_governance_centre/Institutional_and_Context_Analysis_Guidance_Note/; Overseas Development Institute (ODI) (2005), Cadre analytique pour effectuer des analyses d'économie politique dans les [différents] secteurs (Analytical Framework for Conducting Political Economy Analysis in Sectors), <http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/3898.pdf>.

¹⁰ La fragilité peut aller au-delà de la classification d'« États fragiles ». L'OCDE a défini les cinq aspects suivants : i) violence (sociétés pacifiques) ; ii) accès à la justice pour tous (y compris lutte contre la corruption) ; iii) institutions efficaces, responsables et inclusives ; iv) assises économiques et v) capacité d'adaptation aux chocs et catastrophes sociaux, économiques et environnementaux. OCDE (2015), « États de fragilité » 2015 : réaliser les ambitions de l'après-2015, Éditions OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264227699-en>.

Sources d'information

La liste des sources à consulter est la suivante :

- statistiques nationales (ministère des Finances, etc.) ;
- plans de développement nationaux ;
- indices, par exemple, projet Doing Business (Banque mondiale), panorama des administrations publiques (OCDE), classifications des pays (Banque mondiale et autres), taux de croissance du PIB, indice de perception de la corruption, rapport sur la compétitivité mondiale (Forum économique mondial), indice de développement humain (ONU), etc. ;
- bases de données sur les adhésions et traités internationaux (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)/Accord sur les marchés publics ; OCDE ; organisations régionales et accords commerciaux ; signataires de la Convention des Nations Unies contre la corruption, etc. ;
- études/évaluations antérieures ;
- entretiens avec les experts ou sources pertinents ;
- critiques dans les médias.